

Delaport

Care

FRL

17132

FRL 2.9669

M E M O I R E

PRÉLIMINAIRE,

Sur le travail des États-Généraux.

Par M. D....

MEMOIR

PRELIMINARY

OF THE

THE

AVERTISSEMENT.

SI j'avois le desir ou l'espoir d'être chargé de stipuler les intérêts de mes concitoyens à l'assemblée nationale, au lieu de publier ce mémoire, je m'occuperois d'en étendre les idées, de les approfondir. Mais je suis loin de prétendre à un honneur qui, dans une grande ville, ne sera déféré qu'à un mérite transcendant, ou à de petites intrigues. J'ai cru donc devoir semer mes pensées devant cette auguste assemblée. Peut-être en germera-t-il quelques-unes, peut-être aussi feront-elles

étouffées sous les pas d'une multitude qui arrive avec des sentimens de divisions, & des prétentions exagérées.

Hélas ! que de jours, qui auroient pu être utilement employés, ont été perdus dans de vains débats ! Malheureuse nation, le bien doit-il se changer en mal pour vous ? Au lieu de disposer vos esprits au grand objet qui va vous honorer ou vous avilir pour jamais, vous vous absorbez dans de puériles vanités ! Eh, qu'importe que vous soyez nobles, prêtres, agriculteurs, négocians, habitans de l'Europe, ou séparés par les mers ? Il s'agit d'examiner si vos biens supportent une taxe égale, proportionnés à vos revenus, à vos fa-

cultés. Si l'on peut trouver dans une perception moins compliquée, dans une administration plus sage, le moyen de satisfaire à tous les engagements contractés pour le salut & le bonheur de la patrie; enfin, ce qu'il est juste d'ajouter au revenu public pour maintenir l'ordre, pour accroître les efforts de l'industrie, pour faire circuler la vie dans toutes les parties de ce grand corps qui constitue l'empire français.

De quelque manière que le vœu national arrive aux pieds du trône, pourvu que ce soit bien lui, que nous importe que des hommes d'épée, de robe longue, ou de simples citoyens, en soient les dépositaires? Est-ce avec des décorations qu'on

discute les privilèges d'une province, que l'on est inaccessible à la séduction, qu'on résiste avec plus de fermeté à de vains sophismes, au torrent d'une éloquence verbeuse, qu'on apprécie de frivoles objections?

Grands du royaume, ne craignez pas de vous trouver placés dans l'assemblée nationale près de l'homme qui vous nourrit, près de celui qui vous protège de son éloquence, près de celui qui dissipe vos frayeurs lorsque la mort vous menace. Préfereriez-vous d'être confondus avec les oisifs descendans de l'usurier, qui a recouvert ses opérations ténébreuses d'une patente de noble qu'il a payée des deniers de l'orphelin? Séparez-vous plutôt de ces hommes enve-

loppés de préjugés antiques , qui fiers de leur nullité dédaignent le travail & les arts ; ils sont véritablement d'un ordre inférieur au vôtre.

Vous , ministres des autels , dont les caractères les plus augustes sont la modestie , l'esprit de justice , méconnoîtriez-vous vos semblables dans des citoyens éclairés , honorés du suffrage public , revêtus du titre de députés de leurs provinces ? Dédaigneriez-vous de conférer avec eux sur les intérêts de l'état ? Parleriez-vous de privilèges lorsqu'il s'agit de l'honneur de la nation ? de distinction lorsqu'il est question du bonheur commun ? Ne seriez-vous que prélats , que possesseurs de bénéfices , lorsqu'il s'agit d'être Français ? Ne faites pas

(viiij)

à votre patrie l'injure d'abdiquer
votre plus beau titre , dans un mo-
ment où vous pouvez acquérir de
nouveaux droits aux honneurs qu'elle
vous a décernés. Hélas ! puissent
mes vœux pénétrer dans toutes les
les provinces , & y ramener le
calme si nécessaire au bien public !

MÉMOIRE

M E M O I R E

PRÉLIMINAIRE,

Sur le travail des États-généraux.

Par M. D.....

QUELLE heureuse révolution le temps a amené depuis le jour où j'ai publié mon premier mémoire sur les États-généraux ! Alors tous les esprits frappés de terreur, effrayés d'une puissance sans bornes, recueilloient leurs pensées dans le silence. J'osai, sous un ministère qui paroissoit vouloir tout immoler à l'arbitraire, prendre la défense de la nation, faire valoir ses droits imprescriptibles & réunir ces grandes vérités, qui depuis ont été développées par d'autres écri-

A

vains. Quelques-uns d'entre eux ont rendu justice à mon zèle, un seul moins équitable, a calomnié mes intentions, & n'a pas voulu se rappeler dans quelles circonstances j'avois pris la plume.

Aujourd'hui, qu'un homme d'état échauffe tous les cœurs du sentiment qui l'anime, & rallie tous les sujets sous le même étendard, combien mes idées seroient plus véhémentes, si j'avois à relever le privilège des simples citoyens ! mais un jugement solennel qui honore & le souverain qui l'a rendu, & le ministre qui l'a provoqué, a terminé ce grand procès qui divisoit la nation. Elle ne va bientôt plus former qu'un seul corps. Si l'on distingue encore le noble de race, ce sera par ses généreux sacrifices ; l'homme du clergé, ce sera par son zèle pour le bien public.

Le tiers-état ne pourra s'élever jusqu'à eux, que par la sagesse de ses pensées, que par les vues d'utilité qu'il saura

présenter ; ce fera à lui à justifier la décision qu'il a tant sollicitée , en prouvant qu'il n'est inférieur ni en lumières , ni en vertus aux deux ordres dont il contrebalerà l'opinion , si elle s'écartoit de la justice.

Le moment de la chaleur de la rivalité est passé , il ne doit plus y avoir qu'un même sentiment. Toutes les idées doivent se diriger vers le même but , celui de perfectionner notre constitution , de prévenir par de bons réglemens le malheur qui a jeté l'alarme dans toutes les parties du royaume , de donner à la liberté civile , à la propriété , à l'honneur individuel , des bases solides , d'asseoir l'impôt , non pas seulement sur les productions de la terre , mais encore sur toutes les espèces de revenus , non sur quelques principaux objets de consommation , mais particulièrement sur ceux du luxe & de l'opulence. D'affecter le produit de cet impôt au maintien de

l'ordre , de la sûreté des citoyens , parce que c'est-là le premier bien de toutes sociétés ; à l'acquittement de la dette publique , parce que de cette fidélité dépendent l'existence de plusieurs milliers de Français & le crédit national. Lorsque ces deux grands objets seront remplis , on verra ce que l'on doit donner à la représentation d'un noble empire , à la récompense d'anciens services , à l'encouragement des arts , & au soulagement des misères humaines.

L'ordre , la justice , l'utilité & la bienfaisance seront donc les quatre divisions du travail national. Puisse une opération si simple , si imposante , recevoir tout son développement ; n'être pas arrêtée dans sa progression par de faux systèmes , n'être pas combattue par le vain desir de faire prédominer des opinions nouvelles ! L'éloquence s'est suffisamment fait entendre , c'est au sens droit à opérer maintenant , & à se concilier tous les suffrages.

L'antiquité n'offre rien de plus auguste que ce qui se présente à ma pensée.... Je crois déjà voir mille sénateurs députés par une grande nation auprès de son souverain, qui semble ne vouloir conserver de son autorité suprême, que la faculté de protéger les intentions pures des représentans de son peuple.

Des prélats, des chevaliers, de simples citadins, de modestes agriculteurs, se réunissent sans se confondre, & prennent la place que leur assignent leurs titres. Aussi jaloux de répondre à la confiance des provinces dont ils ont à défendre les intérêts, que de mériter la reconnoissance publique, ils divisent entre eux le grand travail auquel ils vont se consacrer. Les uns se chargent d'examiner les comptes rendus par les précédens ministres, d'en vérifier les articles, d'en relever les erreurs, d'en concilier, s'il est possible, les contradictions.

Les autres entrent dans la discussion

de toutes les charges actuelles ; ils remontent à leur origine , en suivent la progression , & notent les réductions dont elles sont susceptibles.

Des députés se réunissent & s'éclairent de bonne foi sur le genre , sur la qualité des productions particulières à leurs provinces , sur celles qui sont de nature à supporter une augmentation d'impôts , ou qui recevraient de l'accroissement par des encouragemens. On les voit indiquer sur des plans , les terres incultes de leur nature , celles qui pourroient être défrichées aux frais de la province ; celles qui dépendent de riches abbayes , de nobles propriétaires , & qui avoisinent de pauvres héritages , cultivées avec peine par des pères de famille , obligés de se refuser chaque jour le nécessaire pour payer l'impôt , & se préserver de l'enlèvement des meubles qui garnissent leurs chaumières.

On entend sans en être surpris (tant

la loyauté est devenue commune à cette assemblée) de braves gentilshommes , convenir qu'ils sont imposés trop faiblement en comparaison de l'étendue de leurs fiefs , & de celle des petits domaines qui environnent leur château.

Un riche prélat déclare , que puisque dans ce moment il doit ajouter à ses dignités celle de citoyen , & payer également à l'Etat le droit de protection ; il est juste que ses jardins , dont la parure est stérile , entre dans le dénombrement des terres susceptibles d'impositions ; mais il demande en même temps quelque modération pour le verger d'un bon pasteur , qui en partage les fruits avec ses pauvres habitans.

Animés par de si beaux exemples , des chefs d'ordres religieux qui gardoient le silence , ne dissimulent pas que leurs terres ne sont pas assez appréciées , que tel enclos rapporte plus que tous les héritages qui l'avoisinent , & demandent

qu'on les impose en raison de leur revenu , en représentant qu'il seroit juste de soulager de la moitié de la taille , le père de six enfans , qui sont à sa charge , lorsqu'il n'a en propriété que deux arpens de terres labourables ; le père de huit enfans , s'il n'a que trois arpens ; d'accorder la même remise au père de dix enfans , s'il n'a que quatre arpens , & à la veuve qui nourrit trois orphelins , si sa propriété n'est pas plus étendue.

Quoique cette demande ne se trouve point renfermée dans les cahiers des provinces , on en prend note , & ce ne sera pas la dernière , ni celle sur laquelle on insistera avec le moins de zèle.

Animé de cet esprit de bienfaisance , un des députés élève la voix en faveur des simples journaliers , & représente combien il est dur d'affujettir à l'impôt un mercenaire qui n'a d'autre propriété que l'usage de ses bras ; il observe qu'en l'exemptant de la taille personnelle &

de la capitation , on ne l'affranchit pas pour cela de toute taxe envers l'État , puisqu'il en paiera nécessairement une multipliée par sa consommation. Des légers débats se font à peine entendre , & on arrête presqu'unanimentement que les propriétaires supporteront entr'eux la contribution de celui qui épuise ses forces & abrège sa vie en cultivant leurs héritages ; que si dans les villes le maître paie la capitation du valet qui le sert , cette justice est plus impérieuse en faveur de celui qui le nourrit. Après cet arrêté , une douce sérénité semble se répandre sur tous les visages , plusieurs députés des campagnes se disent : « Nous ne ferons donc » pas venus en vain , nous recueillerons » les bénédictions de nos pauvres compagnons de travail ; ils ont entendu » dire que le bonheur devoit découler » pour eux de cette auguste assemblée , » ils ne seront pas trompés dans leurs » espérances. »

En avançant je découvre un groupe de députés plus recueillis , leur figure est sévère. Des livres , des ordonnances , des arrêts sont épars sur leur bureau. Je m'approche , & je vois qu'ils s'occupent de la législation criminelle. Pourquoi cet homme qui lit a-t-il les yeux baignés de larmes ? c'est la liste des galériens qu'il a sous les yeux. J'entends murmurer ces mots , *dix-sept ans . . . pour avoir accompagné son père ! . . .* Je devine qu'il s'agit d'un jeune homme entraîné par l'autorité paternelle à aller vendre du faux sel , & qui , faute d'avoir pu payer l'amende , a été condamné aux galères.

Un autre député attire mon attention par ces paroles qui sortent de sa bouche : *mourir si jeune pour avoir eu honte de sa faute !* Il lit un arrêt qui a condamné au dernier supplice une fille de seize ans , dont l'enfant est mort sans qu'elle ait été déclarer au juge du lieu qu'elle avoit succombé aux sollicitations d'un séduc-

teur qui lui avoit promis de l'épouser ,
& qui s'est joué de ses sermens.

Un de ces laborieux députés n'est pas moins ému, de voir qu'une jeune servante a péri de la main du bourreau pour avoir porté chez sa pauvre mère quelques hardes , qu'elle a eu la foiblesse de dérober à une maîtresse avare. Mais pourquoi celui-ci se couvre-t-il le visage de ses mains , & semble-t-il avoir horreur de la lumière ? quel ouvrage peut produire sur lui une impression aussi affreuse ? ah ! c'est le recueil des arrêts de mort qui ont été cassés après que le sang de l'innocence a été versé sur l'échafaud.

Quel bonheur , me dis-je , d'une voix basse , que des hommes si sensibles se soient chargés de la tâche la plus pénible & qui exige le plus d'humanité ! ils arrêteront sans doute un projet de loi qui convertira la peine flétrissante , à laquelle les braconniers , les contrebandiers sont condamnés , en une détention

de fix mois , d'un an , même de deux ans , en raison de la récidive ; & pour que leur oisiveté ne soit point à charge à l'Etat , ils seront assujettis à un travail utile , dont la moitié du prix sera répartie dans leur famille pendant le cours de leur captivité , s'ils ont femme & enfans , ou remise à eux-mêmes , au terme de leur emprisonnement , s'ils sont célibataires.

Ils préviendront l'infanticide en mettant sous la protection des loix toute fille qui sera enceinte , en lui ouvrant un asyle où elle pourra ensevelir sa honte , & donner au fruit de sa foiblesse les soins de la maternité.

Ils modéreront la peine contre le vol domestique , en ne prononçant celle des galères perpétuelles que contre le vol accompagné d'effraction , & celle de mort que contre le vol aggravé par des violences envers le maître qui réclamera cette justice.

Ils ne permettront pas que le domicilié

soit exposé à des peines arbitraires , sous des mots vagues , tels que ceux d'*homme séditieux* , de *calomniateur* , de *profanateur*. Les injures verbales ne seront punies que par des amendes ou des aumônes ; les calomnies écrites , que par la réparation publique ; les discours séditieux ou irréligieux , que par une injonction avec des amendes , & ensuite par la prison.

Mais c'est sur-tout dans l'instruction des procès qu'ils vont porter une sage réforme. Un accusé domicilié ne pourra plus être décrété sur l'avis d'un seul juge ; il en faudra trois pour le décret d'assigné pour être oui , quatre unanimes pour le décret d'ajournement personnel , sept pour celui de prise de corps , à moins qu'il ne s'agisse d'un délit poursuivi par la clameur publique ou dénoncé dans la nuit. Dans ce cas , le juge sera tenu de faire le rapport des causes qui l'auront déterminé à ordonner l'emprisonnement , &

l'accusé sera élargi , trois jours après , si sa détention n'est pas confirmée par l'avis de six gradués dans les villes , & de trois gradués dans les campagnes , à peine de dommages & intérêts contre le juge qui aura négligé de faire statuer , dans ce délai , sur son ordonnance.

Lorsque l'accusé aura subi son interrogatoire , il pourra demander sa liberté provisoire , & elle ne lui sera refusée qu'autant que les juges , auxquels son interrogatoire & l'information auront été communiqués , persisteront dans leur premier avis.

Immédiatement après le récollement des témoins , qui sera toujours précédé d'une instruction sur le danger qu'ils courroient en confirmant une fausse déclaration , on donnera à l'accusé copie des dépositions , & il aura la faculté de s'éclairer d'un conseil.

Il sera admis à proposer tous les moyens

justificatifs, & ils seront tous vérifiés, discutés aux frais de l'accusateur, ou du domaine, s'il n'y a pas de partie civile, sauf à en être remboursé sur les biens de l'accusé s'il est condamné.

La confrontation de l'accusé & des témoins, ne pourra être faite qu'en présence des juges & de son conseil.

Les réponses consignées dans l'interrogatoire, n'étant plus précédées du serment, ne seront pas des aveux définitifs contre l'accusé; il aura la faculté de prouver qu'ils sont l'effet du trouble & de la surprise. Il ne pourra jamais être condamné à mort que par l'avis unanime des juges, à une peine corporelle que par celui des trois quarts & plus, à une peine infamante que par celui des deux tiers.

Tout accusé qui, lié à une procédure criminelle, aura été *déchargé* ou *mis hors de cour* par les premiers juges, sera à l'instant élargi, nonobstant l'appel qui

seroit interjeté par le ministère public, soit à son égard, soit à l'égard des co-accusés; sauf aux magistrats supérieurs à le mander & à le retenir sous tel décret qu'ils jugeront équitable.

Enfin, il sera accordé une indemnité pécuniaire à tout accusé qui, après une longue détention, sera reconnu innocent, s'il la réclame à titre de pauvreté, ou une médaille d'argent qui attestera son innocence, si ces facultés lui permettent de se contenter de ce témoignage honorable, qui lui sera déféré par la justice.

Pénétré de respect pour ces laborieux défenseurs de la liberté, de l'honneur & de la vie de leurs concitoyens, je m'en éloigne pour être plus à portée d'entendre ce qui se discute avec chaleur dans un bureau voisin. Je comprends qu'il s'agit de l'adoption d'un nouvel impôt: avant de rien statuer à cet égard, dit un des députés, commençons par examiner s'il est nécessaire d'accroître celui que sup-
portent

porrent les non-privilégiés ; si le dixième , appliqué indistinctement avec exactitude sur tous les fonds productifs , ne suffiroit pas pour égaler la recette aux charges actuelles , & si dans l'extinction des rentes viagères on ne pourroit pas trouver des fonds avec lesquels on acquitteroit successivement les engagements suspendus.

Un autre observe que , pour diminuer le poids des intérêts dont l'Etat est accablé , il seroit possible d'ouvrir un emprunt sur le crédit & l'engagement solennel de la nation , à quatre pour cent , & dont les fonds seroient uniquement consacrés au remboursement de toutes les sommes dues aux receveurs des finances , aux fermiers-généraux , aux administrateurs des domaines.

Quelques députés pensent qu'il seroit plus avantageux de rembourser les rentes perpétuelles de l'étranger , qui dissipe , dans une terre éloignée , les intérêts

qu'il recoit , & ne paie à l'Etat ni taille , ni capitation , ni imposition sur ses consommations , à moins qu'on ne préférât de l'affujettir à une retenue particulière , tant qu'il n'éliroit pas un domicile en France.

D'autres , & c'est le plus grand nombre , soutiennent , qu'au lieu de recourir à un nouvel emprunt , il seroit préférable d'éteindre les intérêts les plus onéreux , en créant pour cent millions de billets nationaux , que la commission intermédiaire acquitteroit dans le délai de cinq ans , sur les fonds de la recette générale.

Ces avis étant partagés , on convient de les soumettre à l'assemblée générale , & on ne s'occupe plus que de simplifier les frais de perception. L'idée de convertir toutes les provinces en pays d'Etat , & les receveurs-généraux en trésoriers , paroît généralement adoptée. Il résulte bientôt , des calculs faits sur ce plan , que la recette se trouvant augmentée par

une égale répartition , la charge des intérêts étant diminuée , & les frais de perception considérablement réduits , le dixième des revenus suffit pour égaler la recette à la dépense , & qu'il ne reste pas même en *déficit* la totalité des remboursemens à termes.

Mais bientôt ce *déficit* va être comblé par les retranchemens proposés sur quelques départemens. Celui de la guerre coûte cent-quinze millions. Quelques puissances du Nord ont , avec un fonds bien moins considérable , un état militaire plus imposant , mieux payé & mieux armé que le nôtre. D'anciens officiers-généraux , qui sont appelés pour donner leurs avis , conviennent que la force de nos armées réside dans les soldats , dans les sergens , & dans ce que l'on nomme *bas-officiers*. Qu'il est très-important que l'état de ces guerriers ne soit pas assez malheureux pour qu'ils regardent la durée de leur service comme un temps de

peine & d'esclavage ; que le plus sûr moyen de prévenir leur désertion , de les fixer sous leurs étendards , seroit de les y attacher par l'honneur & leur intérêt personnel. Pour opérer cette heureuse révolution dans l'ame du soldat , il faut que sa paie suffise à le bien nourrir , à le tenir dans un état de vigueur ; il faut qu'il soit bien vêtu , que ses exercices soient pour lui des jeux , où sa force , son adresse , sa précision , se développent.

Si on l'emploie à des travaux publics , que la province , dont il réparera les chemins , où il ouvrira un canal , augmente sa solde , & manifeste sa reconnaissance par quelque distinction.

La guerre l'expose-t-elle à de longues fatigues , à de nouveaux dangers , qu'il soit retenu & encouragé par l'espérance de recevoir trois livres de plus par mois à la fin de la campagne. Ne lui refusez pas , après seize ans de service , la moitié de sa paie pour retraite ; s'il a servi

vingt-quatre ans, il a mérité de l'avoir toute entière.

Quelques députés observent que ces encouragemens, tout justes qu'ils soient, surchargeroient le département, dans un moment où l'on doit s'occuper de diminuer la dépense. Je vais, reprend un des officiers appellés pour donner son avis, vous prouver qu'ils entrent dans votre plan d'économie.

Plus le sort du soldat sera amélioré, moins il en coûtera à la caisse militaire pour faire des recrues, parce qu'il y aura moins de désertions & plus d'engagemens renouvelés.

Mieux le soldat sera nourri & entretenu, moins il y aura de malades dans les régimens, & par conséquent de frais d'hôpitaux.

Plus le soldat sera robuste & attaché au service, plus on pourra compter sur ses forces, sur son courage, & conséquemment diminuer le nombre des

troupes. Et en effet, continue cet officier, je fixe l'état militaire de France, en temps de paix, à soixante-quinze mille hommes d'infanterie, & à douze mille de cavalerie, sans y comprendre les sergens & officiers. Cependant, vous allez voir par un tableau, que mes anciens compagnons d'armes ont approuvé combien je suis loin d'ajouter à la dépense du département de la guerre. Il lit à l'instant ce qui suit :

Tableau de l'état militaire de France.

750000 hommes d'infanterie divisés en 75 régimens de mille soldats.	
Pour chaque soldat, nourriture & entretien, deux cents liv.	200000l.
Un colonel, trois mille liv.	3000
Un lieutenant - colonel, deux mille quatre cents liv.	2400
Un major, deux mille liv.	2000
Dix capitaines, à quinze cents l.	15000

..... 222400l.

<i>Ci-contre</i>	222400 l.
Deux aides-major, à mille liv. . .	2000
Dix lieutenans, à mille liv. . . .	10000
Dix sous-lieutenans, à huit cents liv.	8000
Un sergent-major à six cents liv.	600
Vingt sergens à trois cents liv.	6000
Pour les frais d'état-major, tels que ceux de chirurgien, au- mônier, musique, frais d'hô- pital, dix mille liv.	10000
<hr/>	
TOTAL par régiment. . .	259000 l.

En prélevant sur cette somme la demi-paie par chaque officier & soldat qui iroient en semestre, on trouveroit, dans la caisse un fonds suffisant pour assigner la retraite des soldats vétérans, en temps de paix.

Soixante & quinze régimens d'infanterie à 259000 liv. font seize millions vingt-cinq mille liv. de dépense
annuelle, ci 16025000 l.

Douze mille hommes de cavalerie, divisés en 24 régimens de 500 cavaliers ; nourriture, entretien de 500 cavaliers à deux cents cinquante liv. . .	125000 l.
Un colonel, quatre mille liv. . .	4000
Un lieutenant - colonel, trois mille liv.	3000
Un major, deux mille quatre cents liv.	2400
Dix capitaines à deux mille liv. .	20000
Deux aides-major à douze cents liv.	2400
Dix lieutenans à douze cents liv. .	12000
Dix sous-lieutenans à mille liv. .	10000
Un premier maréchal-de-logis à huit cents liv.	800
Dix maréchaux-de-logis à quatre cents liv.	4000
Pour frais d'état-major & d'hôpital, douze mille liv.	12000
A quoi il faut ajouter, pour	<hr/>
	195600 l.

Ci-contre 196500 l.
 nourriture, remonte & entre-
 tien d'équipage de cinq cents
 chevaux, deux cents cin-
 quante mille liv. 250000

Total par régiment de cavalerie 445600 l.

Vingt-quatre régimens de
 cavalerie, coûteront donc
 environ cinq millions en
 temps de paix. Réunissez
 les deux sommes, vous ver-
 rez que soixante-quinze
 mille hommes d'infanterie
 & douze mille hommes de
 cavalerie, n'exigent pas
 un fonds de plus de 21025000 l.

Si l'on joint à cette dépense, celle du
 génie, de l'artillerie, des gardes-du-
 corps, des gardes françaises, des régi-
 mens suisses, sans en rien retrancher,
 vous serez convaincus qu'il est possible
 d'obtenir une grande réduction sur le

département de la guerre , sans affoiblir la défense de l'état , & en améliorant le fort du soldat.

Mais , continue cet officier , comme le but de votre travail n'est pas seulement de diminuer la dépense , & que vous avez pour objet principal , de maintenir l'ordre dans l'intérieur du royaume , je crois qu'il ne faut pas vous dissimuler que le corps de la maréchaussée mérite toute votre attention. Vous connoîtrez qu'il est insuffisant pour le nombre , & vicieux à bien des égards dans sa constitution , qu'il seroit possible de le purifier de ses abus & de le rendre plus utile , en adoptant un projet qui a été publié en 1787 , par un ancien prévôt-général de la maréchaussée.

Si, en graduant la dépense de ce corps dans une juste proportion avec celle que je viens d'établir , il résulteroit de son existence une constante tranquillité publique ; s'il étouffoit le crime en le pour-

suivant jusque dans ses dernières retraites; s'il offroit même, en temps de guerre, une barrière de plus à l'ennemi; si, par l'expectative qu'il présenteroit aux soldats, il fournissoit un moyen de plus de les attacher au service & de les entretenir dans la sobriété, l'accroissement de dépense sur cette partie militaire compléteroit le bien général, qui doit naître de tous vos plans de réformes & d'économie.

Les députés, trop sages pour rien précipiter dans une matière aussi importante, reconduisent les officiers-généraux, auxquels ils doivent ces éclaircissmens, avec les honneurs & la distinction que leur zèle mérite, & ils se contentent d'arrêter que le mémoire, qui leur a été laissé, sera soumis à l'examen des représentans assemblés, qui ne manqueront pas sans doute d'en adopter tout ce qui peut améliorer le sort du soldat, conserver, fortifier son existence, & prévenir sa désertion.

Ces mêmes députés jettent ensuite les yeux sur le département de la marine ; effrayés de sa dépense énorme , quels sont donc , se disent-ils , les revenus de l'Angleterre ! ses vaisseaux sont en plus grand nombre que les nôtres , ses arsenaux mieux approvisionnés , ses matelots plus encouragés , ses colonies plus florissantes. Si son commerce de l'Inde l'aide à soutenir un aussi pesant fardeau , n'avons-nous pas dans la fertilité de nos provinces & dans nos îles des ressources qui lui manquent ?

Un député observe que l'Angleterre , pouvant par sa position réunir toutes ses forces offensives & défensives dans sa marine , elle est à même d'y consacrer un fonds plus considérable que les puissances dont la marine n'est qu'une force accessoire. Il ajoute que le moyen de rendre la nôtre moins à charge à l'état , seroit d'employer nos frégates aux transports de nos marchandises dans les

colonies , & à l'importation de leurs denrées , & nos grands vaisseaux au commerce de l'Inde , qu'en restreignant la marine marchande aux ports qui ne peuvent recevoir que des navires. On lui épargneroit beaucoup de frais de construction , aux passagers beaucoup d'événemens désastreux ; que nos officiers , plus familiers avec les dangers , se perfectionneroient dans la manœuvre ; que le commerce protégé en temps de guerre par la marine militaire , l'alimenteroit pendant la paix.

Je ne peux , ajoute ce député , voir sans regret de beaux vaisseaux demeurer oisifs dans nos ports & s'y dégrader ; une jeunesse ardente n'étudier les vents qu'à terre , ne reconnoître les écueils que sur des cartes , n'apprendre la manœuvre qu'à l'aide de quelques machines. La guerre les appelle-t-elle , ils se précipitent avec zèle dans nos vaisseaux ; mais à peine sont-ils loin du rivage , qu'ils sem-

semblent être transportés sur un élément étranger. Les uns éprouvent une défaillance qui les rend incapables de combattre, les autres effrayés de la plus légère tourmente, la prennent pour une horrible tempête. Accoutumés à vivre dans l'abondance, ils ne savent pas supporter les privations salutaires au marin; au lieu d'animer le matelot par l'exemple du courage & de la sérénité, on lit dans leurs yeux l'impatience du retour, & le besoin de la terre.

Si les grades s'acquéroient dans le cours de la paix, par le nombre de voyages qui suppleroient à celui des campagnes en temps de guerre, on verroit nos jeunes officiers se disputer l'avantage de monter un vaisseau chargé de marchandises, & de le ramener sain & sauf, avec un équipage bien conservé. Le commerce auroit en eux d'honnêtes surveillans; le passager, de prudents protecteurs; le pilote, des guides éclairés; & l'état, d'habiles défenseurs.

Ce n'est pas, continue ce député, en comblant nos ports d'énormes vaisseaux, que nous deviendrons une puissance redoutable sur les mers ; nous épuiserons nos finances en frais de construction & d'entretien. Attachons-nous à avoir de bons matelots , & à les conserver ; formons des marins ; approvisionnons de bois nos chantiers ; nos magasins , d'agrêts , nos arsenaux , de canons & de boulets ; & à la première attaque , nous ferons bientôt à même de lancer à la mer ces masses flottantes qui dépérissent dans l'oïveté , & de conserver une longue supériorité. Nous donnons tout au luxe , & presque rien à la nécessité. Les bureaux de la marine , les retraites des anciens commis , les pensions accordées à d'inutiles gouverneurs , les appointemens multipliés absorbent l'encouragement de dix mille matelots , qui se dévoueroient à une profession périlleuse , si elle assuroit la subsistance de leurs enfans , qui

un jour les remplaceroient ou partageroient leurs dangers.

Ces réflexions exposées avec modestie , font d'autant plus d'impression , qu'elles émanent d'un ancien général , qui en se retirant du service a emporté les regrets de tous ceux qui ont combattu sous ses ordres.

Un député semble vouloir prendre la parole ; à l'instant un grand silence annonce le desir qu'on a de l'entendre :
 « Je fais, dit-il, que les habitans de
 » nos colonies ont demandé à être
 » admis à l'assemblée nationale, & je
 » suis surpris de ne voir encore parmi
 » nous aucuns de leurs représentans.
 » Sans doute leurs députés ont été contrariés par les vents ; car il n'y a
 » qu'une force insurmontable qui puisse
 » s'opposer à un desir aussi légitime que
 » le leur. Quoi qu'il en soit, l'expérience
 » que j'ai acquise dans les différentes
 » places que j'ai remplies à la Marti-
 » nique

» & à Saint-Domingue , m'autorise à
 » vous dire qu'il est de l'intérêt de la
 » nation de resserrer les liens qui unissent
 » nos colonies à la métropole ; pour
 » atteindre à un but aussi important , il
 » faut rendre le sort des colons , tel
 » qu'ils ne puissent en espérer un meil-
 » leur , même de l'indépendance. Tout
 » empire qui veut conserver des con-
 » quêtes éloignées , ne doit employer
 » d'autres efforts que la justice. S'il
 » abuse de sa force , un jour on abusera
 » de sa faiblesse , loin de le secourir
 » dans ses malheurs , on y mettra le
 » comble pour se soustraire à son joug.

» Nous ne pouvons pas douter que la
 » base de notre commerce maritime ne
 » soit les colonies françaises. Le sol de
 » ces contrées , si précieuses par ses pro-
 » ductions , a besoin , pour nourrir ses
 » habitans , de nos denrées. Notre luxe
 » y fait germer mille desirs qui alimen-
 » tent nos manufactures. Laissons sub-

» sifier la loi qui assujettit nos colonies à
 » un commerce d'échange avec la mé-
 » tropole; mais n'aggravons pas cet im-
 » pôt que nous mettons sur leurs proprié-
 » tés par des injustices, par des vexa-
 » tions. Plus les colonies seront riches,
 » plus elles nous enlèveront de mar-
 » chandises; plus elles cultiveront, plus
 » elles nous fourniront de sucre, de café,
 » d'indigo, de coton, & plus notre com-
 » merce s'enrichira avec l'étranger. Ren-
 » dre le colon pauvre, c'est lui arracher
 » ses moyens de culture, c'est diminuer
 » nos échanges, & par conséquent faire
 » tomber sur nous sa misère.

» En donnant à nos colonies la conf-
 » titution qu'elles desirent, en les affran-
 » chissant de l'arbitraire, en veillant à
 » ce qu'elles soient toujours approvi-
 » sionnées, en n'abusant pas de leurs
 » besoins momentanés pour élever tout-
 » à-coup nos denrées à des prix excessifs,
 » nous les attacherons à la mère-patrie,

» & en temps de guerre nous pourrons
 » compter sur une véritable défense de
 » leur part contre l'ennemi qui voudroit
 » les conquérir.

« Comme il en coûte beaucoup plus
 » pour opprimer les hommes & les rete-
 » nir dans la servitude, que pour les lais-
 » ser se diriger par un intérêt bien éten-
 » du, je crois qu'il seroit possible de
 » faire de grandes économies dans le
 » département de la marine, en ces-
 » sant de gager des juges pour des
 » hommes qui se sont long-temps jugés
 » eux-mêmes sans rétribution ; en dimi-
 » nuant les agens de l'autorité, parce
 » qu'ils la font plus souvent haïr que
 » respecter.

» En transportant dans un âge tendre
 » ces enfans délaissés ou inconnus de leur
 » père, & en appliquant à leur éduca-
 » tion le revenu des terres que l'on
 » concède trop souvent à l'intrigue,
 » seroit-il impossible de parvenir à for-

» mer insensiblement des milices qui
 » s'acclimateroient dans nos colonies ?
 » Nos régimens ne s'épuiseroient plus
 » par la perte de tant de soldats , que la
 » mer , que le changement d'hémisphère
 » enlèvent si rapidement , & qui ne se
 » remplacent qu'avec tant de frais & de
 » périls dans le cours de la guerre.

Ces vues sont trop justes pour que
 ceux auxquels elles sont exposées n'y
 applaudissent pas. Il est arrêté de les sou-
 mettre à l'assemblée générale , & d'em-
 ployer tous ses efforts pour qu'elles
 n'aient pas le sort de tant de projets en-
 fantés par l'amour de l'ordre , & que l'in-
 différence ou l'intérêt personnel ont
 plongé dans l'oubli.

Attaché par l'importance des objets
 qui se discutent avec tant de sagesse &
 de modération , je prolonge le plus qu'il
 m'est possible mon rôle de spectateur.

Je vois un autre groupe de députés
 occupés à revoir le compte du départe-

ment des affaires étrangères. Que de dépenses superflues, s'écrie l'un des représentans ! Ces moyens si multipliés pour avoir le secret des cours, pour nous ménager des intelligences, ont-ils prévenu le partage de la Pologne, l'asservissement de la Hollande, l'union de l'Angleterre & de la Prusse ? Ont-ils détourné la Turquie d'entreprendre une guerre qui agite tout le Nord ? Ont-ils retenu la Suède dans les limites de la prudence, & empêché l'empereur de se précipiter dans les hasards d'une alliance malheureuse ? Si tous ces grands mouvemens se disposent à notre insu, & contre l'intérêt politique, pourquoi faire écouler notre argent dans des cours étrangères ? Qu'importe à notre gloire la représentation d'un ambassadeur, celle d'un plénipotentiaire ? Des consuls qui protégeroient nos commerçans, qui éclaireroient leurs spéculations, nous seroient plus utiles & nous coûteroient

moins. L'achèvement du port de Cherbourg, des arsenaux bien approvisionnés, des milices bien entretenues, nos colonies bien défendues : voilà ce qui rendra à la France cette prépondérance qu'elle a perdue. Le lion qui se repose sur le sentiment de sa force, s'inquiète peu des ruses du renard ; c'est aux foibles habitans des forêts à épier les mouvemens de leur ennemi, & à se ménager des retraites.

Ce discours prononcé avec dignité & véhémence, élève l'ame de ceux qui l'entendent ; on convient qu'en supprimant des bureaux superflus, en donnant moins à la représentation des ambassadeurs, & rien à l'espionnage, en s'attachant à consolider nos comptoirs, à multiplier nos relations de commerce, il est possible d'épargner plusieurs millions, & de tirer plus d'avantages du département des affaires étrangères.

Qu'est-ce qui occupe ces représentans ?

Je vois qu'on développe à leurs yeux des plans d'architecture , qu'on leur apporte d'immenses mémoires & divers réglemens , c'est le département des bâtimens qui fixe leur attention. Je m'approche, partagé entre le desir de voir l'esprit d'économie s'appliquer à cet objet , & la crainte que les beaux-arts ne soient immolés à la parcimonie. En voyant la dette de ce département s'élever encore à plusieurs millions , un murmure général semble se prolonger dans l'assemblée. Mais , observe un des représentans , dans quel temps cette dette a-t-elle été contractée ? Lorsqu'un nuage épais étoit encore répandu sur la situation de nos finances ; au profit de qui l'argent qui reste à payer doit-il être versé ? A celui d'une multitude d'entrepreneurs qui ont travaillé de bonne foi , qui ont fait des avances à des ouvriers malheureux. Peut-on faire un crime à l'administrateur des arts , d'avoir prévenu la

ruine des maisons royales ; d'avoir étendu la demeure de ses maîtres à mesure que leur famille s'est accrue ; de ne s'être pas refusé aux desirs des ministres , qui en se succédant exigeoient sans cesse des augmentations , sous le prétexte de perfectionner leur administration ; d'avoir encouragé la peinture , la sculpture , dans un siècle où de nouveaux talens se développent & honorent leur patrie ? Faudra-t-il plonger dans la ruine des pères de famille , qui , sur des ordres émanés de leurs chefs , se sont livrés au travail , & ont employé des journaliers ? En supprimant les encouragemens accordés aux artistes qui se distinguent , laissera-t-on dépérir des talens qui décorent une grande monarchie ? Se refusera-t-on à l'achèvement d'un monument tel que le *Museum* , où doit s'exposer toute la richesse de l'école française , & qui attirera un concours d'étrangers , qui verseront leurs superflus dans la capitale ?

Le souverain n'a-t-il pas été au-delà même de nos desirs , en faisant mettre à l'enchère les maisons de plaisance qu'il ne veut plus habiter ? Mon avis , continue ce député , est que nous nous éclairions par nos fautes passées , mais que nous ne les couvrions pas par l'injustice.

Il existe dans le département des bâtimens du roi , des intendans , des contrôleurs , des inspecteurs ; que ces hommes éclairés vérifient les ouvrages faits , ceux qu'il est indispensable d'achever , qu'ils leur assignent une juste valeur , & que d'après leur rapport , il soit assuré un fonds pour éteindre les engagemens passés & satisfaire à ceux qu'il faudra encore contracter. Adoptons l'idée généreuse du prince , pour retrancher de ce département ces maisons qui ont aggravé ses dépenses , que leur vente ou le produit de leur démolition & de leur emplacement serve à acquitter la dette qui nous effraie , & fixons ensuite une somme annuelle pour

subvenir noblement & avec sagesse, à l'entretien des habitations royales, des monumens publics, & à l'encouragement des artistes qui travaillent pour la gloire de la nation.

Cet avis, après avoir été quelque temps débattu, discuté, finit par entraîner la pluralité des suffrages.

Satisfait de cet arrêté je m'avance vers un autre bureau. Plusieurs de ses membres tiennent de longues listes, & expriment par leurs gestes un mécontentement marqué. L'un s'écrie : *vingt mille francs de retraite à un commis renvoyé* ; l'autre dit : *eh ! que lui auroit-on donc accordé si son ministère eût été plus juste & plus éclairé ?* J'entends un troisième qui s'indigne de ce que l'on paie trente mille francs par an à un écrivain vendu au despotisme : & *cette riche veuve*, demande un autre, *quels sont ses titres pour avoir douze mille francs de pension ?* elle a survécu à un commandant de province, qui a

laissé une immense fortune , & dont la mort n'a été suivie d'aucuns regrets.

L'étonnement paroît général dans ce comité , à la vue de tant de pensions accordées à l'intrigue , à la faveur , & grossies à mesure que les besoins de l'État se sont augmentés.

S'il n'est pas , dit un des représentans , de la dignité du monarque de retirer ce que sa main trop généreuse a donné , il est de la justice de la nation , avant de contribuer pour acquitter cette dette factice , qui pompe sans cesse le trésor public , d'examiner si l'état des finances permet de la reconnoître. — Sans doute celui qui a servi utilement la patrie , ne doit pas achever sa vie dans la misère ; des orphelins dont le père leur a été enlevé les armes à la main , ont droit à la bienfaisance de la souveraineté. Un savant , qui a consacré ses veilles à des découvertes importantes , doit obtenir la récompense de son travail ; celui même

qui s'est distingué dans la littérature , & a parcouru cette carrière avec autant de gloire que d'honneur , peut avoir des titres à la reconnoissance des citoyens qu'il a éclairés en charmant leur loisir. La pauvreté dans laquelle a vécu Corneille , est une des taches de son siècle. Mais qu'un administrateur qui semble ne s'être élevé que pour mettre plus en évidence son injustice ou sa nullité, qu'un employé subalterne qui a consommé dans le faste des appointemens bien supérieurs à son travail, qu'un intrigant qui a eu l'adresse de faire placer son nom sur la liste des militaires , & d'arriver aux premiers grades sans quitter le séjour des faveurs , s'approprient la taxe de mille contribuables , & dévorent sans remords le salaire du journalier versé dans le trésor public , voilà ce qui soulève d'indignation toute âme honnête !

Comme la justice doit , continue ce député , précéder la générosité , j'insiste

pour que l'on ne confidère comme véritables dettes de l'Etat , & qui par leur nature pourront motiver un surcroît de contribution , que les pensions qui porteront sur des titres revusés par une commission que nommera l'assemblée générale , & pour que l'on retranche sans pitié de cette liste décourageante pour le vrai mérite, toutes les pensions arrachées par l'intrigue & le mensonge , en accordant seulement le revenu , s'il n'excede pas cinq cents livres , à titre *d'aliment* , à tous les pensionnaires qui seront reconnus ou qui déclareront être dans l'indigence.

Cet avis , qui prend sa source dans la justice & dans l'humanité , promet une économie de plus de huit millions.

En voyant une activité si générale , je me rassure sur la dette nationale , & je prévois qu'une générosité éclairée va prendre enfin la place d'une aveugle prodigalité. Tous les représentans de la

nation me semblent jaloux de remplir avec honneur la mission dont ils sont chargés. Là , des négocians relisent attentivement le dernier traité de commerce , d'autres examinent les réglemens de la nouvelle compagnie des Indes , & discutent ce qui a été dit pour & contre cet établissement. Plusieurs d'entr'eux avouent qu'un commerce qui exige tant d'avances , dont les envois doivent être si sagement combinés , dont les retours sont si éloignés , ne peut acquérir une grande importance , que sous le régime d'une compagnie nationale , telle que celle de la Hollande & de l'Angleterre.

Un de ces négocians observe que ce n'est ni par des entraves , ni par des prohibitions qu'on fera pencher la balance du commerce en notre faveur ; que c'est en perfectionnant nos manufactures , en assignant à nos ateliers des positions tracées par l'économie & l'intelligence , que nous pouvons tout à la fois mieux

faire, & livrer à un plus bas prix. Il exalte l'établissement de *Mont-Cenis*, il remarque que notre acier, qui le dispute déjà à celui de l'Angleterre, n'a besoin, pour l'égaliser & peut-être pour le surpasser, que de quelques encouragemens de plus, accordés à ceux qui pousseront l'art de le polir & de le travailler jusqu'à son dernier degré de perfection. Il insiste pour que l'on distribue dans les villes éloignées, & même dans quelques villages, les métiers de filature nouvellement inventés. Que de terres incultes, ajoute cet honnête patriote, sont susceptibles de produire du chanvre & d'alimenter nos fabriques de toiles & de cordages ! nos mines de charbons mieux exploitées fourniroient, à l'aide de nouveaux canaux, un combustible nécessaire à nos forges, à nos verreries. C'est aux députés qui connoissent le sol de leurs provinces, l'industrie de leurs habitans, à nous éclairer sur des objets si importans.

Mais ce n'est pas , continue-t-il , pendant la courte durée de cette assemblée qu'ils peuvent être approfondis , ce sera l'ouvrage de la commission intermédiaire. L'assemblée actuelle ne doit que poser des bases. Nos représentans , en édifiant sur les plans que nous leur aurons tracés , justifieront la confiance dont nous les aurons honorés. La prospérité d'une grande nation , & dont la destinée a été jusqu'à présent livrée aux hasards , ne peut être l'œuvre d'une année. Avant de recueillir , il faut préparer le terrain , raser de vieux édifices , enlever des souches antiques , détruire d'inutiles racines , & répandre de bonnes semences , voilà la tâche que nous & nos successeurs avons à remplir , pour mériter l'estime & la reconnaissance de la postérité.

Ces apperçus , loin d'effrayer les représentans de la nation , ne font qu'exciter leur zèle , & je les vois se livrer avec une nouvelle ardeur à créer , à raffermir

fermir toutes les parties d'une belle constitution... Mais n'est-ce pas trop arrêter mes lecteurs sur une simple illusion ? me pardonneront-ils de la prolonger ? il est si doux de ne découvrir que sagesse , que patriotisme , là où tant d'autres ne veulent voir qu'intrigue & égoïsme. Si , de l'égarement de mon imagination il pouvoit résulter quelques idées salutaires , n'aurois-je pas à me reprocher d'être revenu trop vite à une stérile réalité ?

Je m'attacherai donc encore à vous , hommes de bien , qui ne voulez pas que l'assemblée des États borne son autorité à prévenir les injustices de l'avenir , mais qui insistez pour qu'elle répare celle du passé. Hélas ! plus puissans par votre caractère , par votre réunion , qu'un citoyen qui n'avoit pour lui que son zèle , vous obtiendrez enfin ce qui a été refusé à mes sollicitations , à mes importunités ; je veux dire des commissaires qui seront chargés , au nom de la nation , de visiter toutes les

prisons d'Etat, d'interroger les malheureux qui y sont détenus depuis des années, de vérifier les véritables causes de leur soustraction à la société. Plusieurs d'entr'eux sans doute ont mérité de perdre leur liberté. Les uns, emportés par leurs passions, faisoient craindre des excès d'une conséquence redoutable pour leur famille; d'autres, vils & lâches, se complaisoient dans la débauche, & s'y maintenoient par le larcin. Plusieurs, adonnés à des goûts infames, devenoient le scandale des mœurs publiques; mais aussi, combien n'en est-il pas parmi eux qui sont victimes de la calomnie, dont on a aggravé la captivité, parce qu'indignés de l'injustice qu'ils éprouvoient, ils ont tenté de dénoncer leurs oppresseurs? Combien d'autres auroient expié leurs imprudences par six mois de prison, & qui languissent depuis dix ans dans une attente sans cesse trompée? quelle sera la douleur des commissaires chargés d'une

inspection si salutaire , lorsqu'ils reconnoîtront l'honnêteté , la candeur , la noble résignation , asservies sous le joug de la tyrannie ! comme ils se sentiront émus en voyant des misérables , dont le désespoir a aliéné la foible raison , & qui n'existent plus qu'à l'aide du délire!..

La prudence présidera sans doute à la délivrance de ces captifs ; on ne remettra pas , sans examen , sans caution , dans la société des individus qui ne justifieroient que trop les ordres sous lesquels ils gémissent. Mais tous ceux contre lesquels il n'existe que des accusations vagues & indifférentes à l'ordre social , tous ceux qui ont expié leurs fautes , ceux dont l'âge & l'expérience offrent de sûrs garans à la loi , seront rendus à la liberté. Avant de re fermer sur les autres la porte de leur prison , on les consolera par de sages réglemens qui tempéreront l'amertume de leur captivité , qui mettront un frein à la cupidité de

leurs geoliers ; on ne leur interdîra plus la douceur d'écrire à leurs proches , à leurs amis , pour en obtenir du soulagement. On leur procurera la faculté de charmer leurs ennuis par le travail & l'exercice : on les traitera, non comme des malades désespérés, mais comme des infirmes que l'on cherche à ramener à la santé par des moyens que prescrira toujours l'humanité.

La liste de leurs noms sera remise à la commission intermédiaire ; des inspecteurs élus par elle seront chargés de les visiter tous les mois , de rendre compte de leur situation , des espérances qu'ils peuvent donner. Trop d'entr'eux seront sans doute incurables ; mais du moins une justice éclairée les surveillera : ils ne seront plus retenus par un despotisme arbitraire. On sera assuré que tout captif ne l'est encore , que parce qu'il seroit véritablement dangereux de le rendre libre.

En établissant ce régime pour toutes les prisons d'Etat , quel inconvénient y'auroit-il à constituer la commission intermédiaire , juge des demandes sur lesquelles sont décernés les ordres du roi ? Avant de conduire un domicilié à une prison d'Etat , il seroit déposé dans les prisons civiles , sous la sauve-garde du souverain ; là , il seroit interrogé par des commissaires pour savoir s'il jouit de la plénitude de sa raison , & ensuite on lui accorderoit un délai de trois jours , pour choisir entre la protection du prince , ou son propre abandon à la rigueur de la loi.

Cet avis , je le prévois , fera combattu par plusieurs membres de la députation , animés du desir de voir raser ces odieux édifices. Hélas ! qui les hait plus que moi ? Cependant , après avoir long-temps réfléchi sur ce triste sujet , je pense qu'il seroit possible de concilier la prudence avec le respect pour la liberté , de réprimer bien des égaremens par une captivité

limitée , d'épargner à la justice bien des arrêts flétrissans pour la jeunesse , par l'intervention d'une autorité protectrice ; & jusqu'à ce que nous ayons un code de loix dicté par la sagesse , il sera heureux pour plusieurs individus d'être soustraits quelquefois au glaive levé sur leurs têtes aliénées.

Craignons de gâter le bien que nous voulons faire. Avant de rendre tous les hommes libres, examinons s'ils sont tous dignes de la liberté. Il semble avoir raison , ce captif , qui s'écrie du fond de sa prison : « Je suis innocent ou coupable ; si » je suis innocent , pourquoi me re- » tient-on dans les fers ? si je suis cou- » pable , que la loi me punisse ! » Cependant il est un insensé lorsqu'il tient ce langage , s'il a véritablement mérité la mort ; il est sans honneur , si ayant encouru l'infamie il préfère l'opprobre publique à son ensevelissement dans une prison d'Etat. Mais s'il disoit : « J'ai porté

» le trouble dans la société, rien ne la ras-
 » sure contre moi, les désordres que j'ai
 » commis, on doit craindre que je ne les
 » commette encore; cependant, puisque
 » l'on ne me livre pas à la rigueur de la
 » loi, je demande au souverain protec-
 » teur de l'ordre public, de m'exiler de
 » ses États, & de me rendre le bien que
 » la loi seule peut séparer de la vie. » A
 un pareil discours, je ne vois d'autre
 réponse à faire que celle de conduire le
 prisonnier sur les limites du royaume,
 en lui déclarant que, si on l'avoit jugé
 suivant la loi, il n'existeroit plus; que si
 on pouvoit croire qu'il auroit un jour
 l'imprudence de rentrer dans le sein du
 gouvernement, où il a porté le désordre,
 on ne lui rendroit pas sa liberté, & qu'il
 a maintenant le choix de demeurer à ja-
 mais exilé de sa patrie, ou d'y être livré
 à toute la rigueur de la justice.

J'arrête ici le cours de mes idées, il
 m'en reste d'autres à présenter; mais

j'attendrai, pour les publier, que le calme soit répandu sur les esprits, que tous les membres de l'assemblée nationale soient réunis & s'occupent de la chose publique.

Les vérités que je pourrois dire aujourd'hui seroient peut-être alors ou trop foibles ou trop fortes. Il faut savoir mesurer son langage sur le caractère de ceux qui nous entendent.
